

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 25 FEVRIER 2016

SOMMAIRE

- 1) La future honte de la Gauche
- 2) Et voila le résultat...
- 3) Ils vont finir par dire que les frondeurs sont les fautifs de cette politique...
- 4) Pour elle « trop, c'est trop ! »



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Emploi: Où mène la fuite en avant réformatrice du gouvernement?



CODE DU TRAVAIL - Pendant que François Hollande poursuit sa tournée dans le Pacifique, c'est une bataille à plusieurs fronts que mène tambour battant Manuel Valls. Entre la polémique sur la future réforme du code du travail et les inquiétudes sur la dégressivité des allocations chômage au menu des discussions des partenaires sociaux, le premier ministre peut attendre avec inquiétudes les derniers chiffres des demandeurs d'emploi qui paraissent ce mercredi, les premiers d'une année 2016 cruciale pour l'exécutif.

Légère accalmie ou nouveau record? Alors que la courbe du chômage, sur laquelle François Hollande a indexé une éventuelle candidature en 2017, refuse désespérément de s'inverser, le chef du gouvernement enchaîne les initiatives libérales pour rassurer les entrepreneurs et "lever les blocages" qui freinent les créations d'emploi en France. Au risque de mettre le feu à la majorité dans un contexte de défiance à gauche et d'alimenter la confusion sur ce que le gouvernement cherche véritablement à faire.

Tournis réformateur

Le malentendu est éloquent. Invité ce mardi dans la matinale de RTL, Manuel Valls tente, non sans difficulté, d'apaiser les craintes des auditeurs qui l'interpellent au sujet de la future "loi El Khomri" réformant le code du travail contre laquelle la gauche est vent debout. Martine, 53 ans, "inscrite au Pôle emploi depuis l'âge de 18 ans", affirme avoir toujours trouvé du travail "mais jamais de CDI". Travailleuse contrainte à un temps partiel, celle-ci se demande comment "le fait de baisser les allocations chômage va vraiment inciter les chômeurs à travailler" alors que la moitié d'entre eux n'en touchent aucune.

Interloqué, Manuel Valls croit bon de lui rappeler que la loi de la ministre du Travail visant à simplifier et fluidifier le code du travail "ne prévoit pas la baisse des indemnités pour les demandeurs d'emploi". "Ça c'est une des discussions qui est en cours entre les partenaires sociaux en ce qui concerne l'assurance-chômage".

Mais la confusion de cette salariée précaire n'a rien d'anecdotique. Elle est au contraire symptomatique du tournis réformateur qui s'est emparé d'une partie de la France et de la majorité socialiste. Depuis la loi Macron imposée au

forceps jusqu'à la loi El Khomri, dont on a cru un moment qu'elle subirait le même sort parlementaire, en passant par les négociations paritaires sur la réforme du régime déficitaire de l'indemnisation du chômage et la future loi Sapin 2 sur "la modernisation de la vie économique et la lutte contre la corruption", les demandeurs d'emploi comme les sympathisants socialistes ont toutes les peines du monde à se retrouver dans le dédale des projets de l'exécutif.

Des accords gagnant-gagnant qui ne convainquent personne

Sur tous les fronts et sur toutes les antennes, lundi sur le terrain et sur Facebook, mardi sur RTL, Manuel Valls veut tant bien que mal donner une cohérence à cette collision du calendrier des réformes. Assurant vouloir aller "jusqu'au bout", le premier ministre martèle sans relâche que toutes les réformes sont tournées vers une seule priorité: s'attaquer au chômage de masse qui gangrène la société française. "Nous vivons avec un chômage de masse depuis 30 ans", la France compte aujourd'hui 3,5 millions de chômeurs, "c'est vers eux que je veux me tourner", assure-t-il.

Fluidifier le code du travail, explique-t-il, c'est donner d'avantage de flexibilité aux entreprises pour les encourager à sauter le pas de l'embauche, à l'image de ce chef d'entreprise qui lui promet de créer 47 postes si l'exécutif va au bout de sa réforme. Réformer l'assurance chômage, ce n'est pas promouvoir un système "punitif", poursuit-il encore, mais encourager "tout ce qui permet un retour à l'emploi". Sans vraiment expliquer comment la dégressivité des allocations va convaincre des Français de reprendre un emploi qu'ils ne trouvent pas.

D'une réforme à l'autre, Manuel Valls plaide pour des accords "gagnant-gagnant", à l'image de ces référendums d'entreprises que veut autoriser la loi El Khomri et qui permettront, en cas de majorité, de déroger (dans certaines limites) aux règles du code du travail. Sauf que, pour l'heure, personne dans les rangs syndicaux comme dans ceux de la majorité présidentielle ne comprend en quoi les salariés seront davantage protégés qu'auparavant.

Riposte syndicale et fronde parlementaire

Pire, la confusion autour de la multiplication des réformes et la collision des calendriers alimentent les rumeurs et les procès d'intention dont le gouvernement peine à se défaire. "

Quand je vois que ma loi permet de travailler 60 heures par semaine, c'est faux. Quand je vois que ma loi permet de ne pas payer les astreintes, c'est faux. Il me semble que la confusion orchestrée ici ou là ne permet pas d'avoir un débat utile pour notre démocratie", se désole la ministre Myriam El Khomri.

Les "ballons d'essai" lancés par son collègue Emmanuel Macron, immédiatement démentis par Matignon, et les couacs sur la préparation du débat parlementaire y sont peut-être pour quelque chose. Où sont les fameux "droits supplémentaires", promis pour les salariés? Y-aura-t-il menace de 49-3 ou pas? Dégressivité ou pas de dégressivité? Va-t-on faciliter les licenciements ou maintenir le cadre actuel? Faute de réponse claire, tous les procès d'intentions se valent, y compris chez les plus fidèles alliés de l'exécutif.

"La Commission européenne plaide pour ce qu'on appelle la flexisécurité. La question qui va se poser c'est de savoir si on a le bon équilibre entre la flexibilité et la sécurité", a mis en garde diplomatiquement le commissaire et ancien ministre Pierre Moscovici sur France Info.

La CFDT, qui a accompagné toutes les réformes du quinquennat (retraites, formation, sécurisation de l'emploi...), se montre très critique cette fois, en particulier concernant deux dispositifs prévus dans la loi dont elle réclame le retrait: le barème prud'homal et le licenciement économique. Signe que l'heure est grave, la centrale de Laurent Berger a accepté de se rendre à la réunion convoquée mardi par la CGT en vue d'une éventuelle mobilisation contre la loi El Khomri. Un contexte qui ne devrait pas faciliter les discussions déjà délicates sur l'assurance chômage.

Côté parlementaire, il y a le feu au lac. Déjà éprouvés par les débats interminables sur la loi Macron et profondément heurtés par le psychodrame de l'inscription de la déchéance de nationalité dans la Constitution, les députés socialistes semblent prêts à couper les amarres. "Trop c'est trop, les militants n'en peuvent plus. La déchéance de nationalité a déchiré nos valeurs, et là ça déchire notre histoire", prévient dans Le Parisien le député socialiste Yann Galut. Sans retrait du texte, c'est "la mort du PS" qui est engagée.

II) Présidentielle 2017: Hollande absent au 2e tour dans la plupart des cas de figure



A un peu plus d'un an du premier tour de la présidentielle, François Hollande, ici le 1er décembre 2015, n'a guère de chances de l'emporter. afp.com/Christophe DELATTRE, PHILIPPE WOJAZER

En cas de candidature à sa succession à l'Elysée en 2017, François Hollande n'a guère de chance de l'emporter selon un sondage Ifop-Fiducial, publié ce mardi. Seul une candidature de Bruno Le Maire à droite lui donnerait un avantage, ou en cas d'absence de Jean-Luc Mélenchon et des écologistes, réunis derrière lui. Deux hypothèses hautement improbables.

Malgré un regain de popularité après **les attentats du 13 novembre**, François Hollande peine à séduire durablement les électeurs français. Comme le montre un sondage Ifop-Fiducial publié ce mardi, l'actuel chef de l'Etat, si d'aventure il choisissait de candidater à sa succession **en 2017**, ne se qualifierait pas pour le second tour de l'élection présidentielle, peu importe que son adversaire, à droite, soit Nicolas Sarkozy ou **Alain Juppé**.

Comme le résume durement le sondage, François Hollande n'aurait une chance de se qualifier au second tour que dans l'hypothèse d'une candidature de Bruno Le Maire pour la droite, qui vient enfin d'officialiser **sa participation à la primaire de la droite et du centre**.

Hollande en 3e position... derrière le FN

Dans l'hypothèse d'une candidature d'Alain Juppé, celui-ci arriverait en tête au premier tour, avec 30% des voix (stable par rapport à une précédente enquête de décembre), devant Marine Le Pen, 27% (+1), et l'actuel chef de l'Etat crédité de 16% (-4,5). François Bayrou obtiendrait 8,5% (+2) et Jean-Luc Mélenchon 10% (+1,5), selon cette

enquête pour iTélé, Paris Match et Sud Radio.

Dans le cas où François Bayrou ne serait pas candidat, Alain Juppé recueillerait 35% (+1) des voix au premier tour, devant Marine Le Pen, 28% (+1,5) et François Hollande, à 18% (-2,5).

Si Nicolas Sarkozy était le candidat **des Républicains**, la présidente du FN arriverait en tête avec 25% (-2), devant l'ancien chef de l'État, 21% (stable), et François Hollande à 18% (-4). Dans ce cas de figure, François Bayrou obtiendrait 15% (+3) des voix et Jean-Luc Mélenchon, 11,5% (+2,5%).

Dans le cas d'une candidature de **François Fillon**, Marine Le Pen sortirait plus nettement en tête, avec 28% (-1), devant l'ancien Premier ministre (-1,5) et l'actuel chef de l'État (-5) à égalité à 18%. Dans cette hypothèse, François Bayrou rassemblerait 14,5% (+4,5%) des voix et Jean-Luc Mélenchon 12% (+3).

Les écolos relégués loin derrière

Dans l'ensemble de ces hypothèses envisagées par l'institut de sondage, le score des verts ne serait pas brillant. Si **Cécile Duflot** devait porter la candidature du parti écolo, elle ne recueillerait que 2 à 3% des voix.

Dernier cas de figure envisagé: François Hollande comme candidat "d'union de la gauche", sans candidatures ni de Jean-Luc Mélenchon - qui **a officialisé son intention** début février - ni des écologistes. Dans ce cas, l'actuel chef de l'État obtiendrait 22% des voix et arriverait en deuxième position devant Nicolas, qui ne recueillerait que 21,5% des suffrages. Il se qualifierait alors pour le second tour face à Marine Le Pen.

Étude réalisée en ligne du 17 au 19 février, auprès de 1.843 personnes inscrites sur les listes électorales, selon la méthode des quotas.

L'EXPRESS

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Hollande et Valls, deux stratégies mais une seule politique

Par Lénaïg Bredoux et Mathieu magnaudeix-mediapart.fr

Les tensions s'accroissent au plus haut sommet de l'État, plombé par les mauvais sondages et fébrile à 14 mois de la présidentielle. Même un banal entretien de la ministre du travail devient l'objet de frictions entre l'Élysée et Matignon. Mais si François Hollande et Manuel Valls divergent parfois sur leur stratégie politique, sur le fond, ils sont encore d'accord.

Sur un sujet aussi délicat que le droit du travail, mieux valait éviter les dissonances. Avant de dévoiler jeudi 18 février dans Les Échos son avant-projet de loi sur le travail, Myriam El Khomri avait envoyé la veille au soir son entretien pour relecture à l'Élysée et à Matignon. Une interview convenue, dans lequel elle ne faisait aucune allusion à un éventuel 49-3, ce vote bloqué qui permet de faire adopter des textes sans que les députés ne se prononcent.

C'est à ce moment-là que tout déraile. L'Élysée valide la première version. Manuel Valls fait rajouter la phrase « nous prendrons nos responsabilités », menace à peine voilée d'un passage en force au Parlement. Retour à l'Élysée : l'expression de Valls est rayée. L'entretien repart à Matignon : la voilà qui réapparaît. Malgré d'ultimes efforts de l'Élysée pour l'éviter, c'est cette version qui paraîtra le lendemain dans Les Échos, allumant dans la majorité un incendie prévisible.

La majorité parlementaire s'inquiète déjà d'un texte faisant la part belle à la flexibilité. Etes-vous prête à utiliser le 49-3 si cela s'avère nécessaire ?

Avec le Premier ministre, nous voulons convaincre les parlementaires de l'ambition de ce projet de loi. Mais nous prendrons nos responsabilités. Le débat va être très nourri,

L'entretien de Myriam El Khomri dans les Echos, jeudi 18 février

Ensuite, la phase « rétropédalage » est enclenchée : depuis Tahiti, François Hollande n'a pas exclu le recours au 49-3 mais a affirmé que « le mieux » serait quand même de « trouver une majorité ». Lundi 22 février 2016, dans une usine alsacienne,

El Khomri, en visite aux côtés de Valls et du ministre de l'économie Emmanuel Macron, a juré qu'un passage en force au Parlement n'est « ni souhaitable, ni nécessaire ». Sur RTL, mardi matin, Manuel Valls s'est montré plus balancé : d'après lui, le 49-3 n'est pas une « question essentielle ». « Il y aura des amendements, des modifications mais nous devons sortir d'un certain nombre de blocages », a-t-il promis, ajoutant qu'il entend conserver l'« ossature du texte ».

Cette discrète bataille pour un bout de phrase pourrait paraître anecdotique. Surtout au regard des enjeux réels d'un projet de loi qui, de l'avis général, reprend une bonne partie des propositions du Medef et fâche tous les syndicats, CFDT compris, au point qu'ils viennent de créer une intersyndicale pour s'y opposer (voir l'article de Mediapart).



François Hollande et Manuel Valls le 15 avril 2014 © Reuters

Mais cette passe d'armes traduit le climat de tension palpable depuis plusieurs semaines au sein de l'exécutif. Depuis janvier, le premier ministre Manuel Valls a multiplié les provocations (de plus en plus rapprochées) et les signes de nervosité (de plus en plus manifestes). Au point que dans les ministères, beaucoup l'imaginent déjà quitter le bateau gouvernemental, ou en être exclu, avant la fin du quinquennat.

Lors des débats sur la réforme constitutionnelle, le premier ministre est souvent apparu nerveux, lisant ses notes pour ne pas commettre d'impair, menaçant en coulisses des députés tentés de voter contre. Un de ses partisans, le député Christophe Borgel, a même saisi au collet son camarade Richard Ferrand, élu du Finistère, pour l'enjoindre de voter « oui » – ce fut un échec, il fait partie des 83 socialistes qui ont appuyé sur la touche « non ». La semaine dernière, quand la députée PS Sandrine Mazetier a interrogé le premier ministre lors de la réunion du groupe PS

au sujet des migrants, celui-ci a foudroyé la vice-présidente de l'Assemblée nationale, pourtant légitimiste : « Je me suis pris une sacrée soufflante ! », raconte-t-elle, éberluée.

À Munich, trois jours à peine après le remaniement, le premier ministre s'en est pris vivement à la politique de la chancelière allemande Angela Merkel d'accueil des réfugiés, savonnant d'emblée la planche à son nouveau ministre des affaires étrangères Jean-Marc Ayrault, germaniste et germanophile, dont Manuel Valls ne souhaitait pas le retour au gouvernement. Quelques semaines plus tôt, le premier ministre avait publiquement critiqué Jean-Louis Bianco à la tête de l'Observatoire de la laïcité, sur un sujet qui clive jusqu'aux membres du gouvernement. Il multiplie les déclarations anxiogènes sur les risques d'attentats – y compris en évoquant voilà plusieurs mois la crainte d'une attaque chimique, malgré la grande prudence des services de renseignement sur ce sujet. De quoi décontenancer toujours plus ministres et députés.

Le remaniement n'a fait que renforcer les spéculations des entourages sur les relations dégradées entre François Hollande et Manuel Valls. Le premier ministre est resté à Matignon, mais ses amis n'en sortent pas renforcés : le secrétaire d'État Jean-Marie Le Guen n'a pas été promu ; les députés Malek Boutih ou Razzy Hammadi ne sont pas entrés et si la secrétaire d'État Pascale Boistard est restée au gouvernement, elle a perdu le portefeuille des droits des femmes.

Entre les deux hommes, la divergence n'est pas sur la ligne. Tous deux sont fondamentalement d'accord : la déchéance de nationalité ou la loi sur le travail le prouvent. Mais ils s'agacent parfois mutuellement. Un député socialiste soupire : « Ils se regardent du coin de l'œil. » Le président a confié à des proches qu'il se fatiguait des coups de menton perpétuels de son premier ministre. Le premier ministre a dit à des amis qu'il était exaspéré des hésitations de son patron et de sa lenteur à trancher. Valls laisse ses proches jurer qu'il sera loyal jusqu'au bout, mais commence à jouer franchement une partition dissonante. La semaine dernière, alors que tout le cabinet était réuni, son conseiller spécial Yves Colmou a prévenu : « Le premier ministre va être amené à se différencier de plus en plus du président. »

Les deux hommes cultivent un rapport à la gauche différent. Le premier reste fidèle à sa volonté de

présenter des réformes d'inspiration libérale sans (trop) cliver (et donc sans trop le dire) : il est encore convaincu que la gauche est diverse et que le PS, sans les autres sensibilités, ne peut pas l'emporter seul. Le second, lui, juge ce débat dépassé (trop « XXe siècle ») et n'hésite plus à parler de deux « gauches irréconciliables », convaincu que sa ligne libérale-sécuritaire est majoritaire dans l'opinion.

« Il y a divergence de pilotage politique »

« Valls a un autre agenda que celui du président de la République, estime Christian Paul, chef de file des ailes gauches du PS. Cette idée que la gauche doit méthodiquement être coupée en deux, ce n'est pas l'agenda 2017 de François Hollande. L'un a l'objectif 2017 en tête, et l'autre avance sans se soucier de cette échéance parce qu'il se projette dans l'après. Il souhaite cultiver l'idée qu'il y a un peuple alternatif et une majorité de rechange. Cela ressemble à une fuite en avant, une machine infernale autodestructrice, pour le gouvernement et la majorité. »

Plus prudent, un ministre parle, sous couvert d'anonymat, de « divergence de pilotage politique entre le président qui a conscience de l'histoire de la gauche et un premier ministre qui s'en fout ». « Il n'y a pas de désaccord majeur sur le fond. Il y a simplement plus de précautions d'un côté, et un caractère abrupt de l'autre. Cela peut suffire à rendre des situations intenable dans la durée. Mais nous n'en sommes pas là. »

Collaborateurs, députés, ministres interrogés estiment que ces tensions n'ont pas (encore) de conséquences au quotidien sur la marche de l'État. Toutefois, ajoutent-ils, l'atmosphère est de plus en plus pesante. Comme saisis de panique à l'approche du mur de la présidentielle, les entourages de François Hollande et de Manuel Valls, incapables de discerner les intentions véritables de leurs champions, se perdent en conjectures et échafaudent toutes les hypothèses. Pour eux, la présidentielle est devenue le seul horizon, celui qui jouera aussi sur leur réélection ou leur carrière. À les écouter, elle est déjà là, et son issue dramatique pour le pouvoir semble déjà scellée.



François Hollande et Manuel Valls en novembre 2015 © Reuters

Les fidèles de François Hollande ne le cachent plus : ils sont déçus par le locataire de l'Élysée. Bien sûr, cela fait des mois (voire des années) qu'ils ne comprennent pas trop comment il décide, pourquoi il est si seul, pourquoi ils ne sont pas davantage au cœur du dispositif. Des mois qu'ils se demandent pourquoi Hollande a fait entrer le loup Valls dans leur bergerie. Longtemps, ils ont espéré que François Hollande, parti de 3 % d'intentions de vote à la primaire socialiste de 2011, allait être sauvé par sa légendaire "baraka".

Lors du dernier remaniement, certains ont milité pour un remplacement du premier ministre. Les noms d'Emmanuel Macron et de Bernard Cazeneuve ont été cités. Mais ils ont été déçus et l'interview télévisée de François Hollande qui a suivi le modeste Rubik's Cube ministériel les a encore plus consternés. Ils s'inquiètent de voir le président répéter qu'il pourrait ne pas être candidat si le chômage ne baissait pas – vu les derniers chiffres, ils sont très pessimistes. Ils se rassurent comme ils peuvent en lisant ces petites phrases « off the record » distillées dans la presse où « l'entourage du président » – souvent le président lui-même – laisse transparaître son exaspération à l'encontre de Valls.

Ils se disent que la prochaine fois sera la bonne, qu'un nouveau remaniement aura lieu bientôt. Qu'enfin, François Hollande les écouterait et se rappellerait cette maxime mitterrandienne qu'il cite souvent : au premier tour, il faut rassembler son camp. Mais ils en reviennent toujours au même point : impossible de savoir ce qu'il a en tête. « Hollande est partagé entre deux options, croit savoir un de ces éternels déçus. Entre le rassemblement en vue de la présidentielle de 2017, ou la tentation d'être un Schröder français qui se retire après avoir fait les réformes et sera crédité dans des années. Entre ces deux possibilités, il n'a pas choisi. »

Les "vallsistes", eux, voient des complots partout. Non sans raison d'ailleurs, ils soupçonnent le chef de l'État, réputé pour son habileté tactique, de tout faire pour « étouffer » leur favori. Ou de vouloir le « cramer » à tel point qu'il ressorte de Matignon essoré. Pour mieux se protéger, certains glissent désormais qu'ils ne seraient pas contre une primaire socialiste. Primaire à laquelle Manuel Valls serait bien sûr candidat. Dans la bouche des députés, des conseillers ou des anciens ministres, on n'entend plus que ça : « Valls ne va pas rester », « Valls veut partir », « Valls se prépare ».

Dès lors, tous les scénarios circulent. Et si Valls était candidat à une primaire organisée l'hiver prochain ? Selon les interlocuteurs, il gagnerait sur sa ligne libérale et autoritaire, ou la perdrait, faute de soutiens dans le parti et dans l'électorat de gauche. Et si Hollande se représentait ? Beaucoup assurent qu'il n'y aurait alors pas de primaire. D'autres que le président affaibli pourraient au contraire chercher à s'y relégitimer. À moins que les deux ne s'en tiennent à leur « deal » de loyauté et que, de guerre lasse et comme un moindre mal, Hollande adoube Valls, ou un Macron sorti du chapeau au dernier moment. En réalité, personne n'en sait rien. Surtout pas les intéressés. À ce stade, le plus certain reste une fin de quinquennat en forme de calvaire et, dans un an, un très gros accident électoral.

socialistes et écologistes, au premier rang desquels Martine Aubry et Daniel Cohn-Bendit.

Dans ce long texte, l'ancienne candidate à la primaire de 2011 et l'ancien député européen, avec leurs proches, prennent à partie François Hollande et Manuel Valls, et livrent un très sévère réquisitoire contre la politique menée par l'exécutif depuis deux ans. « **Trop, c'est trop !** », estiment-ils.

A quatorze mois de l'élection présidentielle, cet appel, destiné à devenir une pétition populaire, réclame un changement radical de ligne, sous peine d'une défaite programmée en 2017, à la fois morale et politique selon eux.

« *Ce n'est plus simplement l'échec du quinquennat qui se profile, mais un affaiblissement durable de la France qui se prépare, et bien évidemment de la gauche, s'il n'est pas mis un coup d'arrêt à la chute dans laquelle nous sommes entraînés* », écrivent ses auteurs dont certains, tels l'écologiste Yannick Jadot ou le sociologue Michel Wieviorka, ont récemment appelé à l'organisation d'une primaire de la gauche en vue de l'élection présidentielle de 2017.

« Pas ça, pas nous, pas la gauche ! »

Dans cette tribune sont ainsi directement visés le pacte de responsabilité de janvier 2014, « *pacte avec le Medef qui se révéla un marché de dupes* », le « *désolant débat sur la déchéance de nationalité* », « *la meurtrissure de l'indécrottable discours de Munich* » de Manuel Valls sur l'accueil des réfugiés en Europe, et, bien sûr, le projet de réforme du code du travail.

« **C'est toute la construction des relations sociales de notre pays qui est mise à bas en renversant la hiérarchie des normes (...). Pas ça, pas nous, pas la gauche !** », tonnent les signataires.

« *Que restera-t-il des idéaux du socialisme lorsque l'on aura, jour après jour, sapé ses principes et ses fondements ?* », concluent-ils dans une formule assassine contre le chef de l'Etat et son premier ministre.

Outre Martine Aubry et Daniel Cohn-Bendit, figurent notamment parmi les signataires de cet appel l'ancien ministre de l'éducation nationale, Benoît Hamon, le leader de l'aile gauche du PS, Christian Paul, plusieurs élus proches de la maire de Lille, comme Jean-Marc Germain, Laurence

"On a aujourd'hui un petit clan gouvernemental"
tance Pierre Laurent

<http://dai.ly/x3tvtbjw>



IV) « Trop, c'est trop ! » : la charge de Martine Aubry contre François Hollande et Manuel Valls

« **Sortir de l'impasse** » : c'est le titre de la tribune au vitriol publiée dans Le Monde daté du 25 février, par plusieurs intellectuels ou responsables

Dumont ou François Lamy, le premier adjoint à la maire de Paris, Bruno Julliard. Côté écologiste, on trouve le député européen EELV Yannick Jadot, alors que pour les chercheurs, on peut citer le sociologue Michel Wieviorka, le généticien Axel Kahn et l'économiste Daniel Cohen.

lemonde.fr

A Suivre... La Presse en Revue



Quelques jours de repos...